République Française - Département de la Loire - 7e circonscription

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978

Tous les partis politiques traditionnels récupèrent aujourd'hui le terme d'Ecologie et, de plus en plus, celui d'Autogestion. Aucun ne fait le lien entre ces deux termes. C'est bien dommage...

L'Ecologie sans l'Autogestion, ce pourraient être des solutions autoritaires, technocratiques, imposées d'en-haut aux grands problèmes écologiques.

L'Autogestion sans l'Ecologie... ? Peut-on autogérer la production d'énergie nucléaire, la force de frappe, le commerce des armes, le gaspillage ?

C'est pourquoi, depuis le printemps 1977, des écologistes, des syndicalistes agricoles et ouvriers, l'ensemble des forces et mouvements autogestionnaires, ont mis sur pied un regroupement qui, aujourd'hui, présente une candidature

Ecologie - Autogestion

dans le cadre du

FRONT AUTOGESTIONNAIRE - ECOLOGIE - DROIT DES FEMMES - SOCIALISME -

Paul FAYARD

Ouvrier en laiterie et cultivateur
Militant écologiste et autogestionnaire
Saint-Just-en-Bas

Berthe AUTIN

Employée
Militante syndicaliste et P.S.U.
Saint-Just-Saint-Rambert

Cette candidature est pour nous un moyen d'exprimer notre désaccord avec les conditions de vie qu'on nous impose.

- L'ensemble du cadre de vie est aliéné au profit du capitalisme (nucléaire, mines d'uranium, autoroutes, foncier, immobilier, etc...).

- La possibilité de travailler et vivre au pays est détruite par l'abandon progressif de l'artisanat, du commerce et de l'industrie régionale, au profit des concentrations urbaines.

LE POUVOIR FINANCIER s'est installé non seulement sur le secteur privé, mais il s'étend aussi sur tout l'appareil et services d'Etat, imposant le mythe de la croissance indéfinie : le gaspillage d'énergie, de travail, de matière première, qui entraîne la pollution du milieu naturel et le pillage du Tiers-Monde.

La croissance de ce type ne profite qu'à ceux qui ont intérêt à l'entretenir. C'est ainsi que le nucléaire est présenté comme indispensable au progrès, alors qu'il est facteur de dangers inconsidérés. C'est ainsi que les besoins de la productivité à tout prix exigent, tant des ouvriers que des paysans, un rythme de travail inhumain.

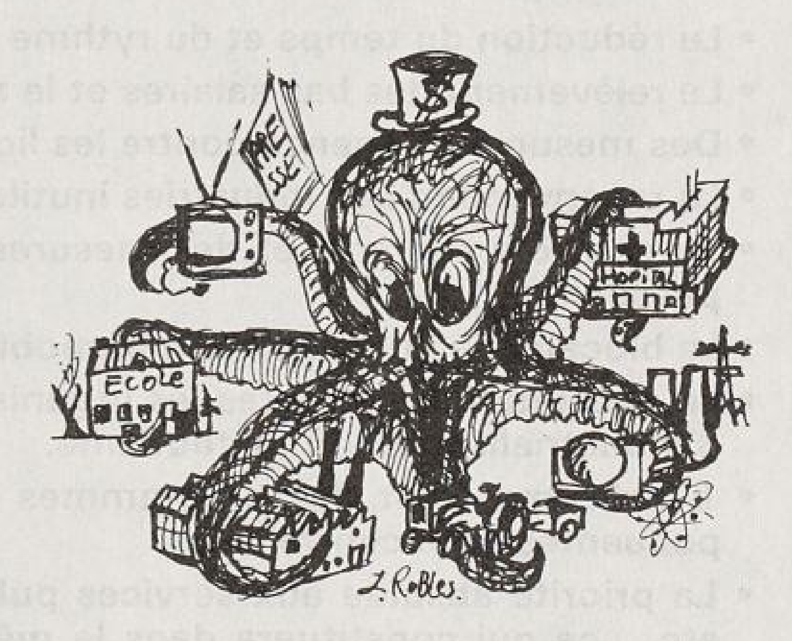
Pourquoi passer tout son temps à travailler et n'avoir jamais le temps de vivre ?

LE POUVOIR ADMINISTRATIF au service d'intérêts financiers, nous impose des réalisations sans information honnête, ni consultation véritable.

DANS NOTRE DEPARTEMENT :

- A Villerest, un projet de barrage dangereux et polluant noiera, sur près de 30 km les gorges de la Loire, sacrifiant 1200 hectares de chambons.

- Sur tout le Forez, l'autoroute B 71 dévorera des centaines d'hectares agricoles pour une circulation que la R.N. 89 aménagée supporterait facilement, sans pour autant désorganiser les structures économiques rurales.



- Dans la plaine, l'exploitation désordonnée et abusive des gravières et un projet d'exploitation d'uranium à ciel ouvert sur plusieurs milliers d'hectares !

Toutes ces atteintes au cadre de vie ont suscité la création de comités de luttes ; nous pensons que, dans la Loire comme ailleurs, ces actions peuvent et doivent aboutir.

LIP n'est pas fini, quoi qu'en ait dit un premier ministre et le LARZAC est toujours aux mains des paysans, en dépit de l'armée !

Sciences Po / fonds CEVIPOF

Notre prise de conscience écologique, plus le choix politique de l'autogestion nous conduit nécessairement à nous battre pour permettre à chacun de prendre en mains ses conditions de vie et de travail.

Nous refusons que d'autres décident à notre place de ce qui est bien pour nous. L'autogestion, c'est gérer nous-mêmes, à la base, tout ce qui nous concerne :

- Dans l'industrie, des conseils ouvriers assureraient la gestion et la direction de l'ensemble de l'entreprise.

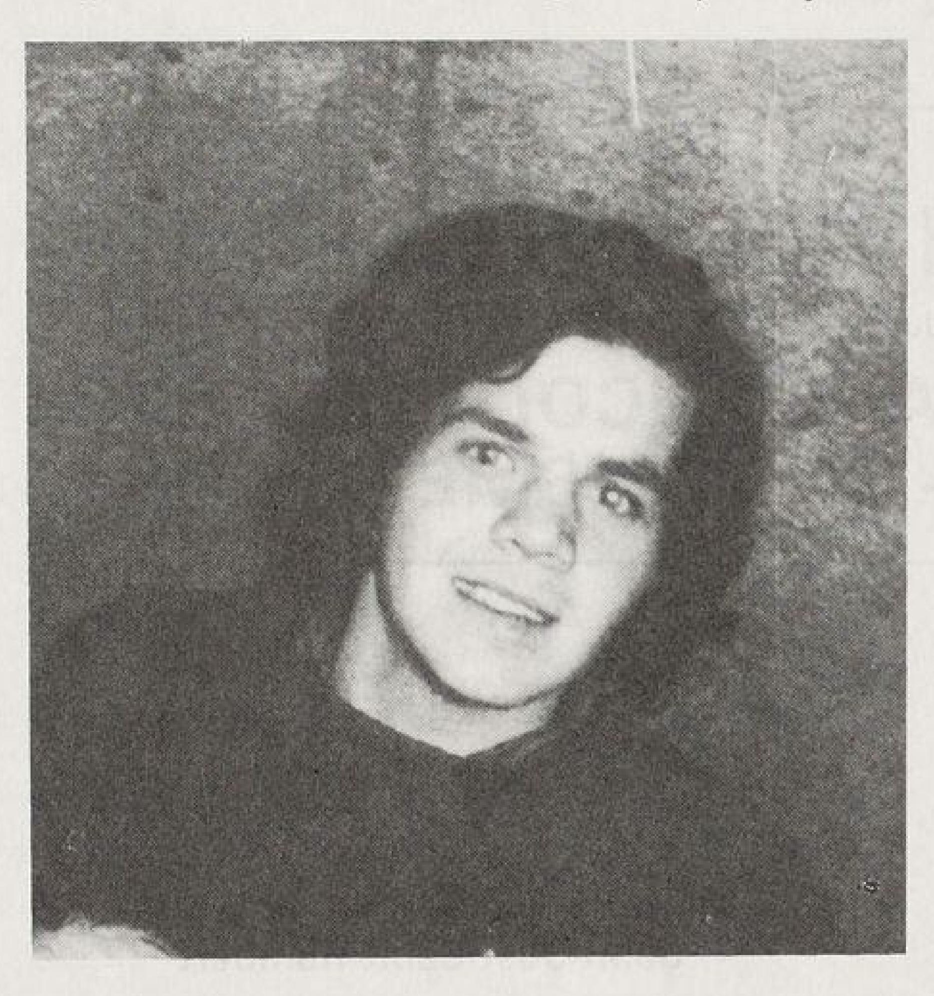
- Dans l'agriculture, au travail paysan correspondrait une rémunération décente grâce à l'établissement régional de divers quantum de production. La terre ne doit plus faire l'objet de spéculation.

- Il n'est pas possible que le commerce et l'artisanat local perdent leur identité au profit des gaspillages des grandes surfaces.

- Dans la santé, le droit à l'information et à la parole des malades et du personnel hospitalier contribueraient à la suppression du tout puissant pouvoir médical et à celui des trusts pharmaceutiques. Nous réclamons une Sécurité Sociale efficace, gérée par ses usagers.

- Nous refusons le système scolaire qui aujourd'hui reproduit au niveau des enfants toutes les inégalités ; nous souhaitons que l'école soit le fruit de la concertation des parents, des enseignants, des élèves. Ouverte sur la vie, elle accomplirait ainsi sa véritable fonction de formation permanente.

- L'armée, aux mains du pouvoir, écrase la personnalité et est utilisée contre les travailleurs. Pour barrer la route à un régime totalitaire, nous devons exiger la mise en œuvre d'une défense véritablement populaire (ce qui exclut la défense nucléaire qui sera toujours entre les mains de quelques-uns, et qui inclut la recherche de méthodes non violentes).





NOUS DEMANDONS IMMEDIATEMENT :

- **La réduction du temps et du rythme de travail.**
- **Le relèvement des bas salaires et le resserrement rapide de l'éventail des revenus.**
- **Des mesures d'urgence contre les licenciements et pour la création d'emplois.**
- **La reconversion des industries inutiles ou nuisibles d'armement, de luxe, etc...**
- **Le contrôle des sols et des mesures s'opposant à toute spéculation foncière, en lien avec les organisations paysannes.**
- **Le blocage de la spéculation immobilière et boursière.**
- **La consultation de toutes les organisations et populations concernées avant toute opération d'aménagement, d'industrialisation ou de tourisme.**
- **L'arrêt immédiat des programmes nucléaires civils et militaires et la recherche de sources d'énergie non polluantes et décentralisées.**
- **La priorité absolue aux services publics et leur mise à disposition gratuite des usagers : écoles, transports, etc... ce qui constituera dans le même temps une considérable économie d'énergie et une amélioration du niveau de vie.**
- **La suppression de toutes les juridictions d'exception et l'arrêt de la fonction de répression idéologique de la police et de l'armée.**

POUR LA MISE EN PLACE DU SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE, SEULE ALTERNATIVE A UN SYSTEME CAPITALISTE EN CRISE

Nous ne vous ferons pas de promesses, car c'est tous ensemble que nous obtiendrons ces changements, à moins que vous ne préfériez laisser la planète à la merci de l'argent, mourir de pollution, de guerre et d'injustice.

Vu, le candidat

I.M.C. S.A. 42170

Sciences Po / fonds CEVIPOF